

Le Burundi fait face à une crise énergétique sans précédent

PANA, 14/01/2009 Bujumbura, Burundi - L'entreprise d'entreprise du monopole de la distribution de l'eau et de l'électricité au Burundi, la Régie de l'eau et de l'électricité (REGIDESO), a annoncé ses différents abonnements, mercredi, l'imminence de délestages de courant électrique, en raison des aléas climatiques et de la vétusté des équipements. En 2006, REGIDESO ne produisait plus que 24 mégawatts, à peine suffisants pour alimenter et faire tourner une usine de la taille de la Brasserie du Burundi (BRARUDI), avait prévenu un ancien ministre de l'Energie et des Mines, Herman Tuyaga. Les changements climatiques de ces dernières années n'ont pas épargné le Burundi et affectent sérieusement le secteur des ressources hydrauliques, a expliqué, de son côté, à la presse, l'actuel directeur général de la REGIDESO Buhanga. Le déboisement excessif ainsi que la culture intensive du riz autour des lacs de retenue ont fait le reste, a-t-il ajouté, en blâmant à la fois la REGIDESO et l'Etat burundais qui n'ont pas vu venir la catastrophe pour prendre les mesures qui s'imposaient. "En vue de réguler le peu de production qui reste et satisfaire tant bien que mal la demande, on est acculé à prendre des mesures extrêmes, comme le déstagement et le rationnement de l'énergie électrique à l'échelle nationale", a-t-il avisé. D'autres moyens de bord vont être mis à contribution, comme le démarrage en catastrophe d'une centrale thermique en veilleuse de 5,5 MW, mais, là aussi, à condition que l'Etat burundais supporte le mazout, a encore prévenu le responsable de la REGIDESO. L'activité socio-économique nationale, déjà à l'agonie au sortir de plus de 15 ans de guerre civile, risque de rendre définitivement l'âme du fait de la crise énergétique sans précédent dont souffre le pays, rivalisait-on de commentaires amers dans les rues de Bujumbura à l'annonce des mauvaises prestations de la REGIDESO. L'opinion sait déjà, de la part du ministre de l'Energie et des Mines, qu'il faudrait un supplément de 40 mégawatts pour extraire du sous-sol burundais le précieux minerai de Nickel sur lequel le Burundi mise beaucoup pour se développer. Les mêmes commentateurs se sont souvenus avec une certaine déception d'anciennes promesses officielles non encore tenues de mettre vite en chantier la construction d'au moins cinq nouveaux barrages hydroélectriques. Peu de choses ont été également faites à ce jour pour valoriser l'immense potentiel en énergies alternatives dont regorge le pays. Le potentiel national en énergie solaire serait de 5 kilowattheures/m²/jour, ce qui représente une moyenne bien supérieure à celle de nombreux autres pays du monde, selon certaines études dormantes au ministère burundais de l'Energie et des Mines. Dans l'état actuel des choses, plus de 94% des besoins énergétiques des ménages seraient couverts par le bois de chauffe, le charbon de bois et les déchets végétaux, avec un risque de désertification encore avancée que cela comporte pour le pays, dit-on toujours du côté du ministère de l'Energie et des Mines. Les produits pétroliers ne seraient que 1,65% dans la balance de la consommation énergétique nationale.